

et j'en suis venu à la conviction que de tous les puisards infernaux de protection, l'Imprimerie nationale était le pire. Cela m'a tellement dégoûté que je me demandai comment le Canada pouvait réussir quand subsiste pareille chose. On me pardonnera peut-être de dire qu'à la dernière session j'ai vu le premier ministre pour lui parler de l'état des affaires à l'Imprimerie. Il était dans le temps très occupé, mais il m'accorda un entretien en deux. Je lui dis: "Si vous-même, sir Robert, me mettez à la direction de l'Imprimerie pour un an, avec pleine liberté d'agir, je vous promets de réduire les dépenses de moitié, sans réclamer un sou du pays pour mes services." Sir Robert ne me donna pas une réponse directe; il me demanda d'en conférer avec un autre membre du cabinet. Naturellement, je ne le fis pas, mais je pensais que c'était là une occasion unique pour un réformateur—je m'appelle un réformateur—que de donner une leçon de choses sur ce qui pourrait être fait à l'Imprimerie nationale. Le gâchis a été révélé: il est déplorable. Je ne blâme pas le Gouvernement actuel, bien qu'il ait été en fonction depuis plus d'un an et qu'il aurait pu agir radicalement pour remédier à ce mal. Mais c'est le résultat du gouvernement de parti tel que les deux partis l'ont pratiqué depuis vingt-cinq ou trente ans. Tous deux sont responsables.

Or, d'après moi, ce qui est arrivé à l'Imprimerie nationale a eu lieu et existe encore, peut-être pas d'une manière aussi révoltante, dans tout le service civil. Je n'ai pas le temps d'énumérer tout ce que j'ai observé; je ne voudrais pas fatiguer les députés en leur racontant tous les cas un par un. Mais je suis fermement convaincu que de l'Atlantique au Pacifique il existe et il a existé dans le service civil depuis trente, quarante et cinquante ans, un état de chose qui est une honte pour la nation et qui, si l'on n'y remédie pas, ruinera le pays. Vous ne pouvez pas laisser un cancer ou un mal de ce genre ronger le corps politique indéfiniment et vous attendre à ce que ce corps soit sain et survive. A moins que l'on ne le guérisse, il finira par absorber les parties vitales de la nation, comme le cancer ronge le corps de l'homme qui en est atteint. Je voudrais bien que le Gouvernement me laisse nommer une commission. Je ne suis pas très partisan des commissions; nous en avons eu beaucoup, mais je voudrais pouvoir en nommer une, qui irait d'un bout à l'autre du pays pour arracher le chancre en question. Débarrassons-nous des berna-

cles qui s'accrochent par milliers au corps politique et lui rongent les entrailles.

Jouons franc jeu et disons la vérité au sujet de service civil. L'Imprimerie nationale n'est pas le seul endroit; nettoyez tout du haut en bas. C'est une rude et grande tâche. Cela demandera des hommes ayant de la fermeté, du courage et soucieux de l'intérêt public. On peut trouver de ces hommes au pays, qui, s'ils en avaient l'occasion, pourraient épurer le service civil. Il faut profiter, pour cela, de ce que nous avons le Gouvernement d'union, du moment où les libéraux du Canada se trouvent unis avec les conservateurs dans le but de résoudre les grands problèmes auxquels nous avons à faire face à l'heure actuelle. C'est la seule occasion que nous ayons de faire ce travail complètement et efficacement; par conséquent, faisons-le.

Laissez-moi vous donner un exemple de ce que j'ai vu il y a quelque vingt ans, quand j'étais membre du comité des débats. Nous avions découvert que plusieurs traducteurs, retirant de gros émoluments, faisaient faire leur travail par des jeunes filles pour environ le quart ou le cinquième de l'argent qu'ils retiraient de l'Etat. Je me figurais, tout bonnement, que lorsque l'on s'apercevait d'une chose pareille, on devait la corriger, et j'avais proposé de renvoyer ces fonctionnaires du service. Rappelez-vous que j'appuyais ou croyais appuyer le ministère libéral. Je proposai donc que ces fonctionnaires fussent révoqués. Que croyez-vous qu'il advint? Le président, qui venait de la province de Québec, mais dont je veux taire le nom, refusa de mettre ma proposition aux voix. Comme j'insistai, il quitta le fauteuil et sortit. Je demandai alors à mes collègues ce que nous devions faire. Je proposai comme président John V. Ellis, un vieux et brave libéral de Saint-Jean, qui était membre de ce comité. Mais sachez que M. Ellis était plus ancien et peut-être plus prudent que je ne l'étais à cette époque. M. Ellis ne tenait pas à intervenir dans la question de patronage parce qu'il aurait pu être reprimandé. Je ne pensais pas à cela; je n'avais pas l'expérience; mais je l'ai acquise depuis. Si je ne dois plus jamais parler ici, je veux dire ce soir les faits tels que je les connais. Il est bon, monsieur l'Orateur, de pouvoir une fois dans sa vie se lever et exprimer sa pensée, qu'importe les conséquences.

Donc, M. Ellis ne voulut pas présider. Je regardai autour de moi et mon regard s'arrêta sur ce bon vieux Jim Somerville, un Ecossais. Je croyais que, comme Wallace, il